

## b) BILAN DE LA CIOTAT

A La Ciotat, plusieurs conditions particulières à la ville ont facilité notre implantation :

-- sur le plan géographique :

C'est une petite ville concentrée autour d'un chantier naval (C.N.C.) de 4000 à 5000 employés. Donc toute action extérieure est connue de tous.

-- sur le plan politique :

Bien que le PCF soit implanté, il n'a aucune action (sauf électorale). Nous n'avons donc en face de nous aucune réaction (si ce n'est quelques injures dans "la Marseillaise" traitant les militants de Rouge de souilleurs de devantures)... et l'on entend quelquefois des militants du PCF dire avec nostalgie : "Vous faites ce que l'on devrait faire".

De plus les tribunes libres de Mai (une tous les deux jours) et les conférences du P.C. auxquelles nous avons assisté, nous ont permis de diffuser nos idées, d'engager des discussions avec les militants de base du P.C., pour qui nous ne sommes plus les "ennemis de la classe ouvrière" mais simplement "des gens qui veulent aller trop vite".

Nous essayons de provoquer le plus possible des débats avec les militants de base du P.C. qui demeurent l'aile la plus consciente de la classe ouvrière et avec qui, maintenant, le dialogue est possible (contrairement à ce qu'il était avant Mai)

D'autre part la municipalité étant socialiste et bien trempée dans certaines affaires scandaleuses, les adhérents du PCF, malgré les beaux arguments du Comité Central, ont quelques doutes sur l'alliance avec les socialistes et sur les "voies nouvelles de passage au socialisme".

En conclusion, on peut dire que si le PCF contrôle la vie politique (surtout parce qu'il tient la CGT), il n'est plus la seule force politique ayant une audience dans la classe ouvrière de La Ciotat.

### notre intervention sur les entreprises (C.N.C., Bâtiment, Usine des Boucles)

Les commissions "Taupe Rouge" des entreprises citées interviennent régulièrement et rapidement sur tous les problèmes : cadences, accidents du travail, etc...

L'expérience qui illustre le mieux notre "style d'action" est celle que nous avons eue dans le bâtiment.

Le patron avait "oublié" de donner la paie aux ouvriers, de même qu'il refusait de leur verser la prime de fin d'année (acquise depuis près de 15 ans). Les ouvriers se sont mis spontanément en grève.

Le syndicat (CGT), après tractations d'une heure, a arrêté la grève sur "promesses patronales". Si la paie a été distribuée, la prime a été escamotée. Et la seule proposition d'action faite par le syndicat a été la signature d'une pétition. Les camarades de la Taupe Rouge du bâtiment ont sorti un tract en lançant le mot d'ordre de grève illimitée, seul moyen de pression sur le patron qui devait livrer les appartements quinze jours après. Le mot d'ordre n'a pas été suivi parce que l'implantation syndicale des camarades Taupe Rouge était faible (la plupart ne travaillent dans l'entreprise que depuis un mois) et que le mot d'ordre de grève illimitée était maladroit. Néanmoins, les discussions provoquées par notre agitation sont positives. Et les ouvriers du bâtiment ont trouvé une riposte à cette escroquerie : ralentir les cadences.

Si nos camarades arrivent à développer une action dans le syndicat parallèlement à l'agitation extérieure, nous pensons pouvoir mener des luttes bientôt : il est évident qu'il faut combiner le travail syndical et l'agitation à l'extérieur. L'exemple cité plus haut montre bien que sans la protection légale du syndicat, les travailleurs qui s'exposent à une répression patronale immédiate n'entreront pas - dans la période actuelle - en lutte.